

# Exemples d'indicateurs

Thème : Économie, emploi



Ces exemples d'indicateurs ont été compilés par le TIESS dans le cadre du projet sur l'évaluation et la mesure d'impact social en économie sociale. Pour en savoir plus sur ce thème, rendez-vous sur le site web du TIESS : <http://www.tiess.ca/>

## Sources dont sont tirés les extraits dans ce document (en ordre d'apparition)

Gadrey, J. (2004). *L'utilité sociale des organisations de l'économie sociale et solidaire. Une mise en perspective sur la base de travaux récents*. Rapport de synthèse pour la DIES et la MIRE. Programme de recherche « L'économie sociale et solidaire en région »

Patenaude, J. (2001). *Guide d'analyse de la rentabilité sociale*. CLD Bas-Richelieu

Duclos, H. (2007). *Évaluer l'utilité sociale de son activité: Conduire une démarche d'auto-évaluation*. Paris (167 rue du Chevaleret, 75013) : Agence de valorisation des initiatives socio-économiques (AVISE).

Jetté, C., Comeau, Y. et Dumais, L. (2001). Guide des dimensions évaluatives des organismes et des entreprises ø euvrant dans les services de proximité. Repéré à <http://www.unites.uqam.ca/econos/Chercheurs-guide-Comeau-Jette-Dumais.pdf>

Dernière mise à jour : Janvier 2018

## Annexe 2 du chapitre 4

### Tableaux de synthèse du rapport de Jean-Claude Gosset (extraits)

#### Thème 1 – L'efficacité économique : quoi ?

Les critères	L'utilité sociale des structures	Les indicateurs utilisés ou préconisés par les structures
Création d'emplois durables, à statuts ordinaires recours aux contrats aidés, recrutement	création d'emploi durables remettre des gens à l'emploi rendre crédible par rapport à l'emploi objectif affiché de création d'emploi cachant l'objectif réel de maintien de la paix sociale l'insertion professionnelle n'est pas d'utilité sociale, l'occupationnel l'est	création d'emplois pérennes et durables embauche en CDI ou en intérim (si choisi par le salarié) retour à l'emploi création d'entreprise ou entrée du porteur et de son activité dans la coopérative d'emplois(ou retour à l'emploi avec deuil du projet de création d'entreprise)
D'autres objectifs à la création de richesses	distribution des réserves	Formation du Chiffre d'Affaires, utilisation du résultat, de la Valeur Ajoutée monétaire, des plus-values salaires, primes, avantages en nature, ristournes,
Favoriser la montée en compétences et en qualification,	aide à la formation pour tous publics adaptation des actions à la psychologie des publics formation par l'échec aider les personnes à prendre conscience de leurs capacités permet aux clients bricoleurs de devenir « pros» par l'aide et le conseil apportés	retour de compétences sociales (le travail devient une composante de la vie , qui se réorganise) retour à des apprentissages évolution de préoccupations individuelles à des sujets plus généraux ou collectifs
Assurer la pérennisation et la solvabilisation	soutien aux structures en voie de disparition	accès au logement durable capacité d'appropriation du logement par les familles (entretien, paiement du loyer)
D'autres pratiques commerciales, d'autres politiques de prix	elle permet aux clients bricoleurs de devenir « pros»	
La qualité des produits et des services	les clients professionnels comme "bricoleurs" sont approvisionnés en matériels et matériaux de qualité à prix sages. Les logements sociaux sont construits avec un travail et des matériaux de qualité. Cela permet de tirer les locataires « du fond » vers le goût pour la qualité.	La réussite se mesure aux actes faits
Le degré de dépendance par rapport au marché, ou par rapport aux financements publics		Ratio financements publics/financements privés ressources monétaires, besoin de ressources spécifiques, mixité, hybridation, *exonérations et subventions (à l'implantation, l'investissement, l'emploi, le handicap, l'environnement) *commandes publiques, *contractualisation (pluri) annuelle, *délégation de service public

1. **Impact négatif à prévoir** : Le projet pourrait avoir des conséquences négatives, une annexe précise les solutions retenues pour pallier cela.
2. **Impact neutre** : Le projet ne vise pas à s'attaquer à cette problématique mais ne devrait pas avoir de conséquences néfastes sur cette problématique.
3. **Impact indirect recherché** : Le projet ne vise pas cette problématique mais devrait avoir un impact positif sur cette problématique.
4. **Impact direct recherché** : Le projet veut s'attaquer à cette problématique.
5. **Impact majeur recherché** : Le projet s'attaque à cette problématique de façon particulière et vise un résultat positif marquant pour cela.

<b>Emploi</b>	Impact majeur recherché	Impact direct recherché	Impact indirect recherché	Impact neutre recherché	Impact négatif à prévoir
Améliorer les conditions de travail des employés (salaires, caisses de retraite, horaires, assurances collectives...).					
Améliorer la qualité des emplois.					
Favoriser la santé et la sécurité au travail.					
Développer des mesures de conciliation travail-famille.					
Améliorer les salaires des travailleuses et des travailleurs.					
Améliorer les conditions d'exercice de la profession.					
Favoriser la création ou le maintien d'emplois durables.					
Favoriser l'intégration de personnes défavorisées pour l'obtention d'emploi (jeunes, femmes, handicapés, etc.).					
Favoriser la stabilité de l'emploi dans un secteur instable.					
Favoriser le développement de mesures de sécurité économiques.					
Développer la formation à l'autogestion.					
Offrir un processus de formation continue qualifiante en emploi.					
Favoriser une gestion des ressources humaines respectueuse des personnes.					
Développer l'emploi dans la localité.					
Favoriser le maintien des emplois pour les générations futures.					
Évaluation : En tenant compte de vos perceptions à la suite de cette évaluation, estimez globalement la cote que vous attribuez au projet sur l'échelle suivante :					
<b>neutre</b> <b>positif</b> <b>bon</b> 0                      1 2 3 4 5 6 7 8 9 10					

## Dimension économique

Critères d'utilité sociale	Exemples d'indicateurs de réalisation	Exemples d'indicateurs de résultat	Exemples d'indicateurs d'impact
Développement de l'emploi	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre d'accompagnements à l'emploi</li> <li>• Niveau des moyens mobilisés pour la création d'emploi</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre d'emplois créés</li> <li>• Qualité des emplois créés : statut, niveau de salaire, conditions de travail, pérennité...</li> <li>• Acquisition de nouvelles compétences</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre et qualité d'emplois induits par l'activité de la structure</li> </ul>
Création de richesse et de services	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Niveau des moyens utilisés</li> <li>• Montant des investissements</li> <li>• Bénévolat et travail domestique valorisés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmentation du chiffre d'affaires, de la valeur ajoutée...</li> <li>• Nombre de nouveaux services créés</li> <li>• Évolution du volume et de la qualité des activités et services existants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de bénéficiaires des activités et services nouveaux</li> <li>• Niveau des richesses distribuées sur le territoire</li> </ul>
Développement d'une dynamique économique	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en place d'un système d'animation (nombre et type de participants, de réunions, temps et moyens mobilisés...)</li> <li>• Nombre et type de bénéficiaires de l'action sur le territoire</li> <li>• Degré de participation aux instances du territoire</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Niveau de partenariat avec les acteurs économiques du territoire (nombre, nature, intensité...)</li> <li>• Initiation de projets d'intérêt local</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Synergie avec les autres activités du territoire</li> <li>• Nombre et qualité des nouvelles activités</li> </ul>

## Dimension environnementale

Critères d'utilité sociale	Exemples d'indicateurs de réalisation	Exemples d'indicateurs de résultat	Exemples d'indicateurs d'impact
Gestion et protection de l'environnement	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de participants à des actions de sensibilisation au tri des déchets</li> <li>• Nombre d'actions de diagnostic-conseil sur les économies de flux (électricité, eau, fuel...)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Évolution du nombre de ménages pratiquant le tri sélectif</li> <li>• Mesures mises en œuvre par les bénéficiaires suite au diagnostic-conseil</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Évolution du tonnage de déchets triés</li> <li>• Volume de réduction de la consommation de flux</li> </ul>
Sensibilisation à l'environnement	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Quantifier le nombre et la régularité des participants par type d'actions éducatives centrées sur les contenus environnementaux et par type de public</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Évolution du nombre de participants lors de manifestations sur des thèmes liés à l'environnement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Développement qualitatif et quantitatif de l'éducation centrée sur les contenus environnementaux</li> </ul>
Pratiques transversales respectueuses de l'environnement	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Niveau de pratique du recyclage (tri sélectif, utilisation de papier recyclé, de matériel consigné...)</li> <li>• Mise en œuvre de modes de travail protecteurs de l'environnement</li> <li>• Utilisation d'énergies renouvelables</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduction des dépenses énergétiques</li> <li>• Nombre de kilomètres économisés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Impact sur l'empreinte écologique (réduction de la production de CO<sub>2</sub>, de la consommation d'énergie...)</li> </ul>

## Développement économique

Le développement économique se manifeste soit par l'épargne que permettent de réaliser les associations de loisir, (considérant le moindre coût collectif direct de certains de leurs services) soit par le dynamisme économique qu'elles créent dans les territoires où elles sont implantées.

---

### Indicateurs de développement économique

---

- **Contribution non monétaire**
    - Ententes entre organismes pour l'offre de services (coûts collectifs)
    - Équivalent temps plein du travail bénévole
    - Gratuités municipales, gouvernementales et corporatives
    - Heures de formation gratuites
    - Heures de loisir gratuites
  - **Accessibilité**
    - Accessibilité sur le plan des coûts (pour divers publics)
    - Disponibilité d'une offre de loisir au sein de collectivités éloignées ou dévitalisées
  - **Activité économique interne de l'organisme (s'il y a lieu)**
  - **Retombées économiques directes**
    - Emplois créés et maintenus
    - Vente de produits et services
    - Achat de produits et services
  - **Retombées économiques indirectes**
    - Dépenses sur le territoire
    - Création ou développement de nouvelles entreprises
    - Emplois indirects créés
- 

Nous venons donc de présenter les quatre dimensions et les indicateurs qui nous ont permis d'estimer plus concrètement l'utilité sociale des organismes étudiés. Précisons d'emblée que les organismes ne participent pas tous de la même manière et dans les mêmes proportions à la production de cette utilité sociale. La mission, le secteur d'activité et l'échelle territoriale ont une incidence directe sur la contribution plus importante d'une organisation à l'une ou à l'autre des dimensions de l'utilité sociale. Par exemple, un ciné-club en région, dont l'action se limite à un territoire donné, participera sans doute davantage à l'épanouissement des personnes, à l'essor de la créativité collective et à la mise en valeur du patrimoine naturel et culturel qu'au développement économique. Il faut garder à l'esprit que les répercussions sur le plan de l'utilité sociale sont réelles au niveau des organisations, mais que c'est au niveau du mouvement du loisir associatif qu'elles se feront véritablement sentir, là où une masse critique d'organisations contribuent fortement aux quatre dimensions.

- 1.3.2 Évaluation des conditions salariales en fonction du marché (quantitatif) et de l'utilité sociale (qualitatif). Évaluation chronologique et comparaison (diminution ou augmentation, proportion de l'évolution des salaires)
- 1.3.3 Évaluation des avantages sociaux (plan d'assurance, congé, etc.)
- 1.3.4 Nombre d'emplois créés
- 1.3.5 Présence d'un contrat de travail
- 1.3.6 Présence syndicale
- 1.3.7 Présence de lieu et de temps pour la négociation des conditions de travail (et le cas échéant, négociation individuelle ou collective),
- 1.3.8 Présence de mesures de conciliation famille-emploi dans l'organisation du travail et des services
- 1.3.9 Présence d'activités formatrices professionnelles pour les travailleurs. Le cas échéant, type de formation et fréquence
- 1.3.0 Présence d'activités formatrices favorisant la participation dans l'entreprise. Le cas échéant, type de formation et fréquence

#### **1.4 Qualité et coût des services :**

- 1.4.1 Taux horaire du service
- 1.4.2 Flexibilité et respect des horaires
- 1.4.3 Respect des ententes concernant le travail à effectuer
- 1.4.4 Souplesse par rapport aux imprévus
- 1.4.5 Attitude générale du travailleur et relation avec les usagers (politesse, discrétion, écoute, etc.)
- 1.4.6 Présence et fréquence de l'évaluation des services
- 1.4.7 Présence d'un code d'éthique

#### **1.5 Redistribution pour les femmes :**

- 1.5.1 Proportion des emplois féminins et comparaison chronologique (augmentation, diminution ou stabilité)
- 1.5.2 Comparaison des salaires horaires homme-femme
- 1.5.3 Comparaison des fonctions exercées homme-femme
- 1.5.4 Présence de mesures de conciliation famille-emploi dans l'organisation du travail et des services

#### **1.6 Redistribution pour les jeunes :**

- 1.6.1 Proportion des emplois pour les moins de 35 ans et comparaison chronologique (augmentation, diminution ou stabilité)
- 1.6.2 Comparaison avec leur présence dans la population

#### **1.7 Adaptation de la programmation des services en fonction des besoins exprimés :**

- 1.7.1 Présence d'entente cadre ou d'encadrement juridique concernant le contenu de la programmation

**3.1 Montant total et proportion des ressources marchandes :**

- 3.1.1 Vente de biens ou services
- 3.1.2 Vente de cartes de membres
- 3.1.3 Cotisation des usagers

**3.2 Montant total et proportion de ressources non marchandes :**

- 3.2.1 Financement étatique (paliers national, régional et municipal)
- 3.2.2 Financement d'organismes privés (organismes caritatifs, fondation et communauté religieuse)
- 3.2.3 Don individuel et corporatiste (monétaire, biens et équipements)
- 3.2.4 Intérêt de placement

**3.3 Proportion de ressources non monétaires :**

- 3.3.1 Nombre de bénévoles
- 3.3.2 Nombre d'heures de bénévolat
- 3.3.3 Rôle assumé par les bénévoles par rapport aux salariés

**3.4 Mise en perspective et hybridation des ressources :**

- 3.4.1 Total et proportion relative des ressources provenant des secteurs marchand, non marchand et non monétaire
- 3.4.2 Mise en perspective du degré d'hybridation des ressources par rapport au domaine d'activité dans lequel opère l'organisme ou l'entreprise (secteur peu ou fortement concurrentiel, degré de solvabilité de la demande, spécificités socio-économique, culturel et politique du territoire, etc.)

**3.5 Coût de création d'un emploi pour l'État :**

- 3.5.1 Subvention directe accordée
- 3.5.2 Subvention indirecte accordée (crédit de taxe foncière, crédit de taxe sur la masse salariale, etc.)
- 3.5.3 Crédits d'impôts alloués sur les dons ou l'achat de service

**3.6 Montant total des dépenses salariales :**

- 3.6.1 Salaire total versé
- 3.6.2 Avantages sociaux
- 3.6.3 Honoraire professionnel

**3.7 Montant total des dépenses de fonctionnement :**

- 3.7.1 Loyer ou hypothèque
- 3.7.2 Électricité et chauffage
- 3.7.3 Téléphone
- 3.7.4 Assurances
- 3.7.5 Coût d'entretien
- 3.7.6 Équipement bureautique (ordinateurs, photocopieuse, etc.)

- 3.7.7 Meubles
- 3.7.8 Publicité
- 3.7.9 Autres dépenses

### **3.8 Les emplois créés**

- 3.8.1 Nombre d'emplois directs
- 3.8.2 Nombre d'emplois indirects

### **3.9 Les services et les usagers**

- 3.9.1 Nombre d'usagers différents desservis sur une période donnée
- 3.9.2 Nombre total d'heures de service accordées par l'entreprise sur une période donnée

## **Conclusion**

La généralisation de certains outils méthodologiques et d'indicateurs sera sans doute possible au terme d'une période d'expérimentations évaluatives dans le champ des services de proximité. On s'attend à ce que des outils et procédures d'évaluation se développent et se diffusent suite à l'utilisation de stratégies inédites de collecte des données sur le travail au noir, par exemple, à la réalisation de tests non paramétriques sur de petits échantillons, à des analyses transversales des études de cas, et aux études statistiques sectorielles et territoriales, entre autres choses. La réflexion sur l'évaluation avancera donc dans la mesure où elle pourra être alimentée de pratiques évaluatives.